



T-MAG

« LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ PAR APL-RDC »

Juin - Juillet 2025



T-Mag est le diminutif du Tambour Magazine. Il rappelle le son du tambour dans la culture africaine : un appel, une alerte, une célébration.

Ici, chaque témoignage, chaque doléance, chaque opinion est un coup de tambour qu'on fait résonner loin pour réveiller les consciences, rassembler les énergies et transmettre des messages.

1. ACTU APL-RDC

1.1. Qui sommes-nous ?

Action for Peace and Liberty (APL-RDC) est un think tank congolais indépendant, à but non lucratif. Notre mission est claire : promouvoir les libertés individuelles et économiques et contribuer à la construction d'une paix durable en République Démocratique du Congo et dans toute la région des Grands Lacs.

À travers nos études, analyses et propositions concrètes, nous influençons les politiques publiques et les initiatives de développement local, pour une société plus stable, plus prospère et plus juste.

1.2. Collaboration APL-RDC avec Talk to Loop

Dans une collaboration avec Talk to Loop qui est une plateforme numérique indépendante et sécurisée qui permet aux communautés de partager librement leurs besoins, alertes et témoignages.

Grâce à Loop, nous recueillons et modérons en toute confidentialité des retours directs du terrain, notamment dans des zones touchées par les conflits.

Ce partenariat nous aide à amplifier la voix citoyenne, à renforcer la transparence et à orienter nos actions de plaidoyer en faveur des plus vulnérables.

1.3. Activités de terrain

En plus de son rôle de centre d'idées, APL-RDC agit concrètement à travers divers programmes sur le terrain :

- Consolidation de la paix communautaire ;
- Lutte contre les violences sexistes ;
- Promotion de l'entrepreneuriat pour la prospérité ;
- Projets humanitaires dans des zones à forts besoins ;
- Plaidoyer et sensibilisation pour l'accès équitable aux droits et aux opportunités.

Notre ambition est d'ancrer chaque projet dans la réalité des communautés, grâce aux retours collectés via Loop et à notre réseau d'équipes et de bénévoles.

2. ÉDITO

T-Mag naît d'un constat sans appel : en République Démocratique du Congo, les cris, les espoirs et les revendications des citoyens résonnent trop souvent dans le vide. Pendant que les promesses s'accumulent, les communautés, elles, continuent de se battre au quotidien pour être écoutées, considérées et servies avec dignité.

En lançant ce magazine, APL-RDC entend rompre ce cycle silencieux. À travers T-Mag, nous affirmons notre conviction : chaque doléance, chaque alerte, chaque idée doit pouvoir remonter vers ceux qui décident. Nous voulons poser ici un miroir, fidèle et sans complaisance, pour refléter la réalité telle qu'elle est vécue, nourrir le débat public de faits et d'analyses solides, et rappeler que la parole citoyenne n'est pas un luxe, mais un droit fondamental.

Ce premier numéro ouvre un espace concret pour amplifier vos voix, partager vos besoins, relayer vos propositions. C'est un engagement : faire de la transparence et de la redevabilité une exigence permanente, pas un slogan vide. T-Mag est un appel à l'action collective, une main tendue entre les communautés et ceux qui prétendent les servir.

À vous, lecteurs, de parcourir ces pages, de vous approprier ces histoires, de nourrir ce canal et de rappeler à tous que l'écoute du peuple est la seule voie vers un avenir commun, libre et prospère.

La rédaction APL-RDC

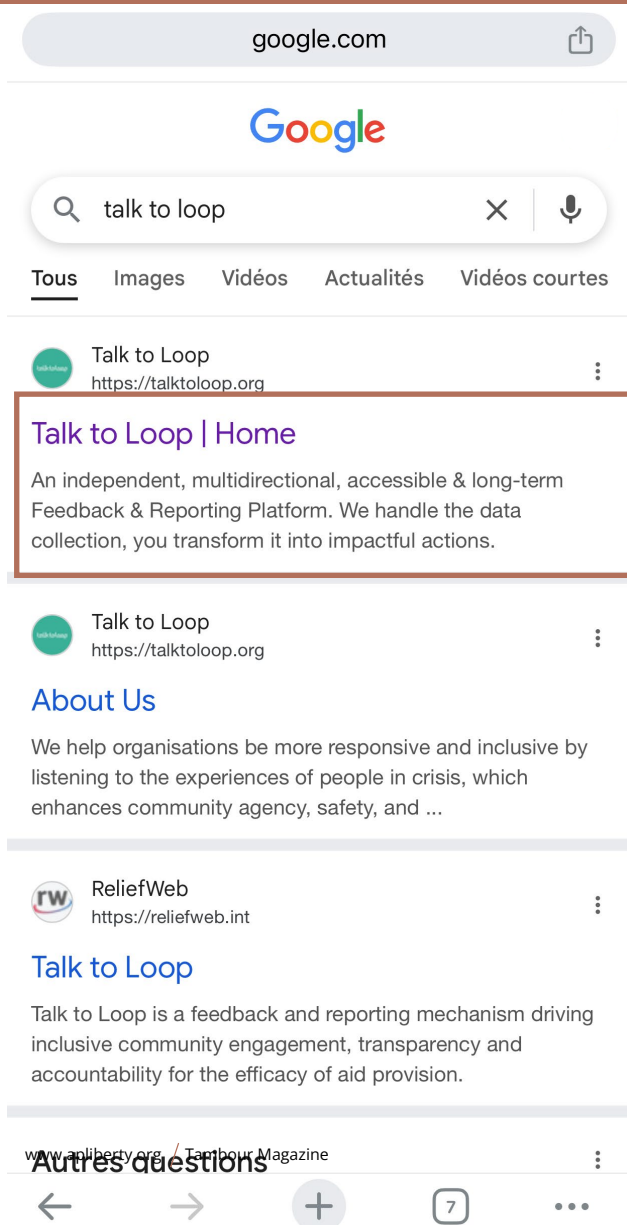
3. Mode d'emploi : Participez via Loop

- Votre voix compte !

Chaque problème signalé est une chance de le résoudre. Chaque retour d'information est une preuve que personne ne reste invisible. Grâce à Talk to Loop, vous pouvez, à tout moment, faire entendre vos besoins, vos doléances ou vos propositions, de manière simple et totalement confidentielle. Votre rétroaction est anonyme, mais son impact est bien réel.

Voici comment faire :

Étape 1 : Rendez-vous sur le site web Talk to Loop.

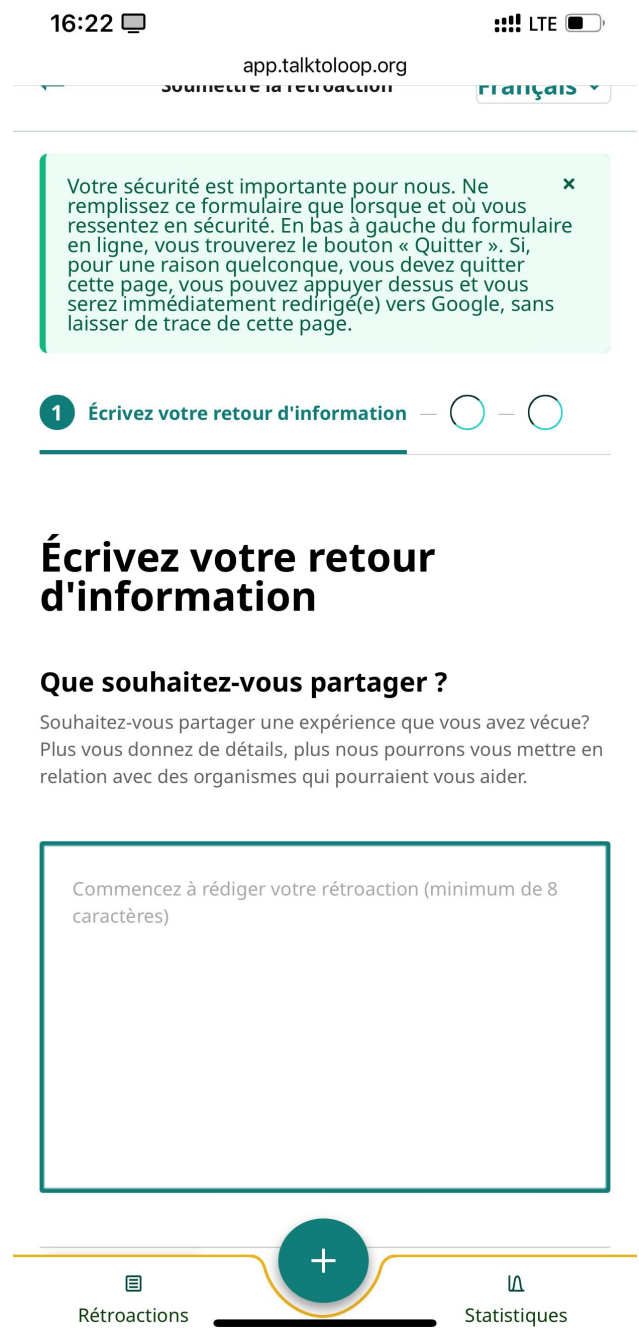


Étape 2 : En haut à droite de votre écran, cliquez sur « Utilisez maintenant ».



Étape 3 : Cliquez sur « Nouvelle rétroaction » pour commencer.

Étape 4 : Remplissez le petit formulaire en décrivant votre situation ou votre besoin, puis envoyez.



Nous nous engageons à analyser chaque retour pour faire entendre votre voix là où elle compte vraiment.

4. Les rétroactions du mois

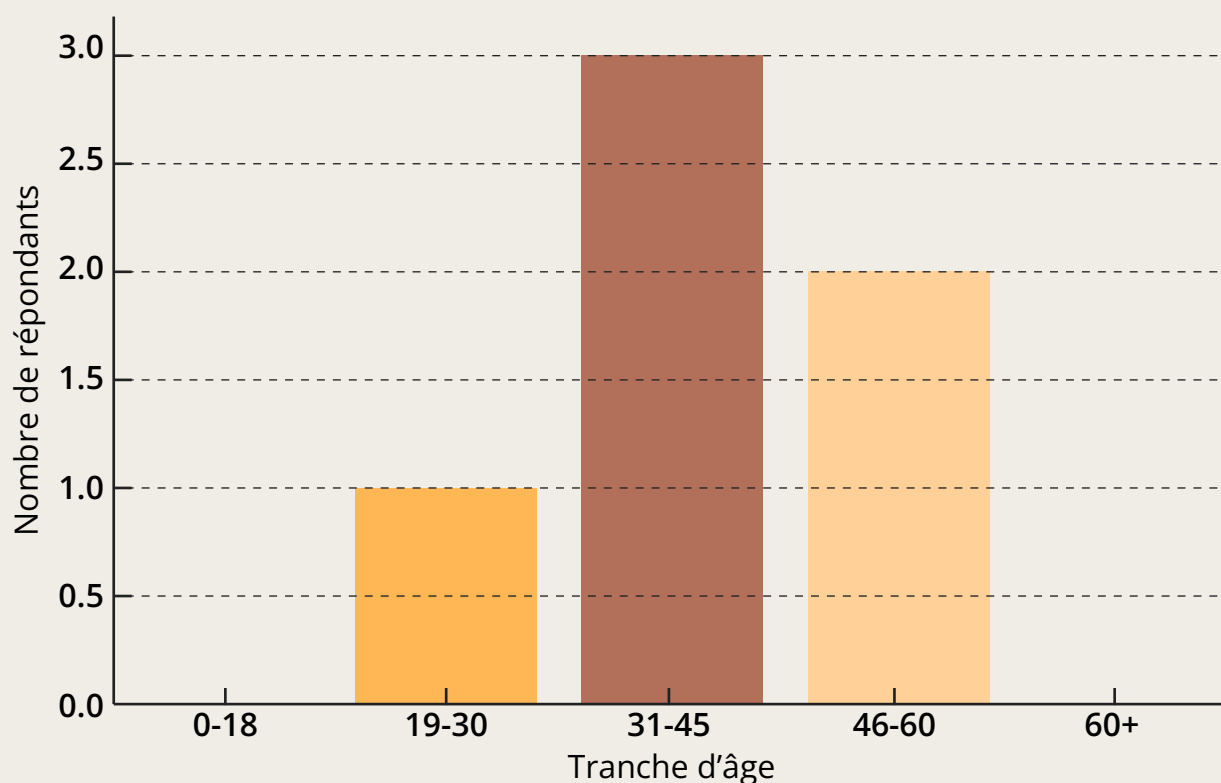
Chaque mois, APL-RDC, à travers Talk to Loop, recueille les voix et les signalements des citoyens lambda ou de nos rapporteurs de terrain. Ces données ne sont pas que des chiffres : elles reflètent les urgences, les besoins réels et les aspirations d'un peuple trop souvent ignoré.

Elles orientent nos actions et alimentent nos plaidoyers auprès des décideurs pour des réponses adaptées.

Ce mois-ci, nous avons reçu :

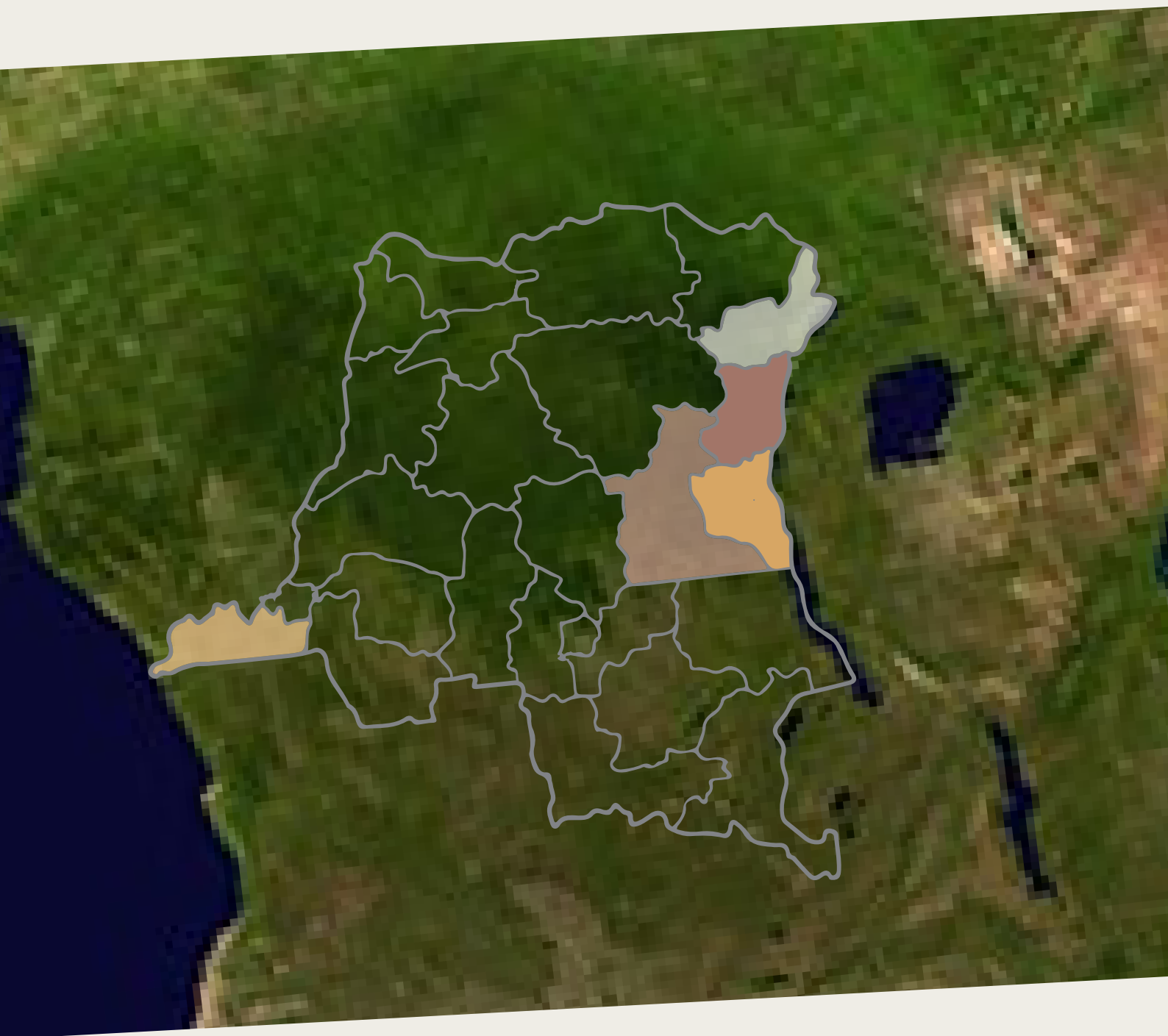
- Nombre total de retours : XX
- Répartition :

* Par âge



On voit comment les âges se répartissent : par exemple ici, on observe une concentration entre 31-45 ans et 46-60 ans. Cela indique que la majorité des voix recueillies viennent d'adultes actifs ou de leaders communautaires mûrs. Cela suggère que les thèmes abordés reflètent davantage les priorités des adultes responsables (éducation, santé, participation citoyenne) plutôt que des jeunes de moins de 30 ans, qui apparaissent sous-représentés.

Par entité (Province, territoire, localité, Carte des voix, Origine des retours)



La majorité des retours recensés proviennent principalement des régions orientales du pays, notamment l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Maniema. Cette dominance reflète la forte persistance des crises sécuritaires, des déplacements internes ainsi que des enjeux liés aux droits fonciers dans ces zones.

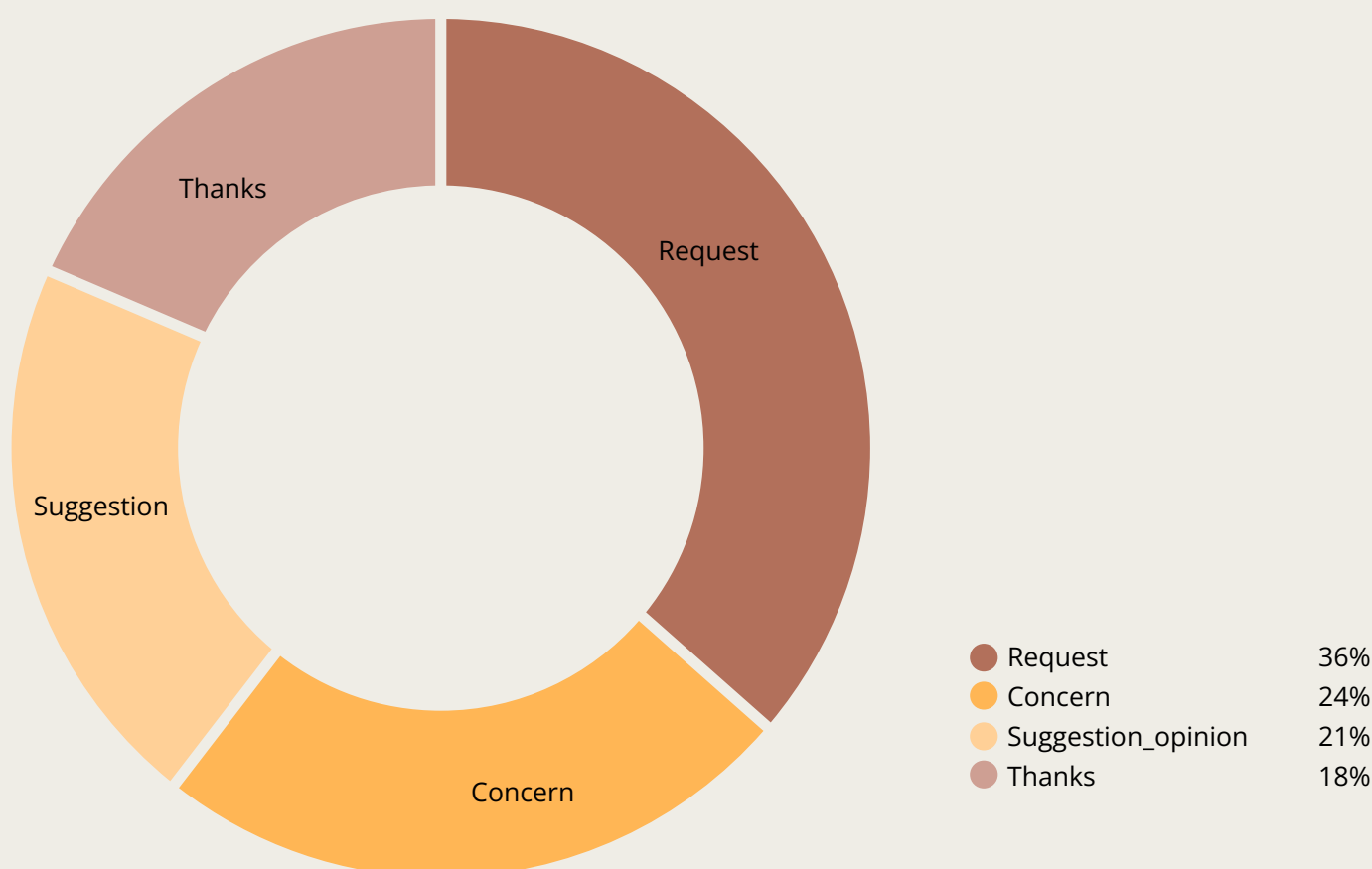
Les retours issus de ces provinces sont souvent liés à des préoccupations humanitaires urgentes, telles que la reconstruction des familles déplacées, la sécurisation des villages, ou encore la reprise des activités agricoles et économiques. Par ailleurs, ces régions présentent une sensibilité accrue aux conflits armés, ce qui explique la concentration des retours autour de problématiques de sécurité, de déplacement et d'assistance humanitaire.

À l'opposé, la capitale, Kinshasa, émerge principalement comme un centre où se concentrent des revendications relatives à la gouvernance, à l'éducation et à la protection sociale. Bien que des retours soient également signalés dans d'autres provinces, leur couverture paraît généralement moins consistante ou systématique, probablement en raison des difficultés logistiques et de l'accès limité à certaines zones.

De cette analyse, on déduit que la couverture des retours est en grande partie influencée par l'état de la crise sécuritaire et humanitaire. Les régions en conflit ou à risque restent prioritaires dans le suivi, ce qui explique leur forte représentativité dans la collecte d'informations. Par conséquent, pour une approche plus équilibrée de la situation des retours, il est essentiel d'améliorer l'accès et la mobilisation dans d'autres provinces moins affectées, afin de mieux comprendre l'ensemble des dynamiques de retour et d'assurer un suivi global cohérent.

* Thématiques principales :

- Efficacité de l'aide
 - Santé
 - Logistique
 - Énergie et environnement
 - Sécurité alimentaire
 - Moyens de subsistance
 - Eau, assainissement et hygiène (WASH)
-
- Abri
 - Fournitures essentielles
 - Éducation
 - Protection
 - Gouvernance
 - Transversale



Quatre retours liés à l'exploration pétrolière provenant d'individus du Nord-Kivu (Butembo), de la Tshopo (Kisangani) et de Mai-Ndombe. Ces 4 retours émanant d'un étudiant en développement durable, d'un pêcheur, d'un militant environnemental et d'un écologiste expriment des inquiétudes sur les risques et les dommages liés à l'exploration pétrolière dans les forêts protégées.

Ces activités représentent un danger pour la biodiversité, les moyens de subsistance et les droits communautaires des populations dépendantes de la pêche et des ressources forestières, ainsi que pour les engagements climatiques et environnementaux.

Parmi les autres préoccupations, 2 retours signalent des inquiétudes concernant l'accès aux vaccins contre le paludisme et leur distribution lors des campagnes de vaccination dans le Haut-Katanga, notamment autour de Lubumbashi. Les auteurs craignent des retards et un manque d'informations sur le calendrier et le déroulement des vaccinations. Ils redoutent également que la campagne ne parvienne pas jusqu'aux zones reculées, ce qui laisserait des enfants sans protection.

Au Nord-Kivu, une femme a signalé un cas d'expropriation la touchant directement : elle a été informée que sa maison serait démolie et son terrain saisi pour permettre l'extension de l'aéroport, sans aucune indemnisation ni aide au relogement.

À Masisi, un autre retour fait état de l'incapacité des habitants à acheter des biens essentiels à cause de la circulation de billets de francs congolais usés. Les banques étant encore fermées, sans possibilité d'échanger ces billets, certains commerçants refusent de les accepter, aggravant les difficultés des familles déjà touchées par la précarité dans un contexte instable.

Au total, 12 personnes ont demandé une forme d'assistance. Au Nord-Kivu, une mère déplacée a sollicité une séance de rattrapage pour vacciner son enfant contre la rougeole. D'autres, à Masisi et Kashebere, ont demandé une distribution alimentaire urgente en raison de centres de santé détruits, du manque d'eau potable et de l'insécurité alimentaire généralisée.

En Ituri, notamment à Tchabi, des membres de communautés déplacées ont signalé la malnutrition infantile et réclamé une aide alimentaire. Au Kasai-Central et à Walikale (Nord-Kivu), d'autres ont plaidé pour un soutien agricole et des moyens de subsistance, notamment des soins vétérinaires, des semences et des outils pour remplacer le bétail perdu et les fermes détruites. À Beni (Nord-Kivu), des personnes ayant tout perdu à cause des attaques rebelles ont demandé un abri et des biens essentiels pour reconstruire leur vie.

Un retour a aussi mis en lumière les besoins liés au FONAREV (Fonds National de Réparation des Victimes de Violences Sexuelles liées aux Conflits et autres Crimes), créé pour soutenir les survivantes de violences sexuelles en temps de conflit et autres violations graves des droits humains.

Si l'arrivée du fonds dans certaines régions comme Tshikapa a été bien accueillie, les retours communautaires soulignent que la compensation financière seule est insuffisante sans un soutien plus large, et appellent à investir dans les infrastructures et le personnel de santé. Certains centres manquent de psychologues, de médicaments et d'accompagnement adéquat.

6 personnes ont exprimé leur gratitude pour la reprise des cours après la fin d'une grève des enseignants. D'autres ont été satisfaites de la visite d'une délégation de l'ONU à Kibumba et Buhumaba (Nord-Kivu), qu'elles ont vue comme un signe de reconnaissance de leurs souffrances et un geste de solidarité envers les personnes touchées. Comme l'a partagé une femme, cela a apporté un sentiment de soulagement et l'espoir d'un soutien concret.

D'autres ont exprimé leur gratitude pour l'assistance apportée, notamment par le Programme de Promotion des Soins de Santé Primaires (PPSSP) à Bwakadi (Ituri), le Projet de Réponse Rapide à Tchabi (Ituri) et Caritas à Kashebere (Nord-Kivu) pour leur présence, leur soutien et la distribution rapide d'articles essentiels comme des casseroles, couvertures, kits d'hygiène et autres matériels de secours.

RETOURS SENSIBLES

Pendant la période de rapportage, Loop, en collaboration avec le personnel de APL, a reçu 26 signalements sensibles couvrant diverses régions de la République Démocratique du Congo. Ces témoignages reflètent de multiples préoccupations de protection individuelle, un haut niveau d'insécurité, des violations des droits humains, des lacunes dans la fourniture de services et des besoins humanitaires urgents. Ils mettent en lumière les réalités vécues par les populations touchées, les personnes déplacées et les acteurs locaux.

Ces signalements proviennent d'un large éventail de provinces : Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Kasai et Kasai-Central, avec une majorité pour le Nord-Kivu (au moins 15 signalements sensibles). Beaucoup concernent la protection, notamment les déplacements forcés, l'insécurité et les violations des droits fondamentaux. Des individus ont décrit leur fuite de Lopa, Kibumba, Nyiragongo et Kichanga à cause de la violence, illustrant les risques de protection persistants.

Les déplacés du Nord-Kivu, où les conflits perdurent, font face à d'importants besoins non satisfaits. Les retours mettent en avant des besoins de santé critiques : accès limité aux soins à cause des pillages, de l'insécurité et de la suspension des cliniques mobiles. Des pénuries de médicaments et des centres de santé surchargés ont aussi été signalés à Sake et Goma, laissant les plus vulnérables sans soins. Des familles déplacées à Lubero et Goma font face à des obstacles pour l'éducation des enfants, incapables d'aller à l'école à cause des déplacements répétés, de l'insécurité ou du manque de moyens financiers.

Deux signalements sensibles décrivent des défis lors des distributions d'aide au Nord-Kivu, dont des problèmes d'enregistrement pour les familles déplacées récemment arrivées, qui n'ont pas reçu d'assistance, et l'interruption des distributions à cause de l'insécurité.

Les violations des droits humains et l'insécurité restent des thèmes récurrents, avec des cas d'arrestations arbitraires, de torture et de meurtres, des attaques contre des infrastructures civiles comme les hôpitaux ou les camps de déplacés, et la découverte de corps dans l'espace public, contribuant à un climat de peur et d'impunité. Au moins 3 attaques ont forcé la fermeture d'écoles, le blocage de routes et la fermeture de commerces.

Trois rapports viennent de travailleurs de la santé à Nyiragongo, Rutshuru et Masisi (Nord-Kivu) évoquant l'impact de l'insécurité sur les soins. À Rutshuru, les combats ont mené au pillage d'un centre de santé et à la suspension d'une clinique mobile, privant plus de 25 000 personnes de soins. À Masisi, les violences, blocages routiers et pertes de personnel humanitaire créent un climat de peur pour les soignants, qui craignent l'arrêt imminent de leurs activités.

Parmi ces signalements, trois font référence au FONAREV. Si les survivantes et la société civile saluent le lancement du fonds dans des zones comme Tshikapa (Kasaï), elles dénoncent aussi les retards dans sa mise en œuvre, souvent des années après les violations. Ces retours expriment de fortes attentes pour un soutien réel, une justice pour les victimes et une mise en œuvre concrète des engagements. Un autre cas, à Dibaya (Kasaï-Central), questionne l'inclusion des survivants locaux, révélant un manque d'information sur la couverture géographique du fonds.

Plusieurs rapports soulignent les préoccupations de protection de l'enfance : enfants blessés ou tués lors d'attaques, scolarité perturbée, faim et conditions de vie précaires. La séparation familiale lors de la fuite comme cette mère cherchant son fils après avoir fui Nyiragongo souligne les risques graves pour la protection, notamment au Nord-Kivu.

5. Portrait d'impact

Histoire d'un retour traité autour de la hausse de carburant

En début juillet dernier, à Beni et Butembo, dans la province du Nord-Kivu, des taximen, des vendeurs de carburant (Kadafi) et de simples commerçants ont tiré la sonnette d'alarme via Talk to Loop. Le prix du litre de carburant avait grimpé brutalement jusqu'à 7000 francs congolais, étranglant l'activité des petits transporteurs et augmentant le coût de vie pour toute la population. Ce cri a été relayé dans les médias locaux et transmis aux autorités urbaines grâce au suivi d'APL-RDC, amplifiant la pression populaire. À travers des échanges entre associations de chauffeurs, revendeurs et mairie, des ajustements logistiques ont été négociés pour améliorer l'approvisionnement et limiter la spéculation.

Quelques semaines plus tard, le prix du litre est redescendu autour de 3500 à 3700 francs congolais, permettant aux Taximens de reprendre leurs activités au normal et à la population d'effectuer leurs courses et aux petits commerces de respirer.

« Nous ne savions pas comment tenir, le litre coûtait trop cher. Grâce à ce plaidoyer, on a eu gain de cause » témoigne Mumbere, taximan à Butembo.

Histoire d'un retour traité autour de la hausse de carburant

Quand l'éducation résiste aux balles et aux rumeurs

Dans l'Est de la RDC, un simple objet métallique peut porter tout un rêve collectif. Cette année encore, malgré l'insécurité et l'incertitude, les malles contenant les copies de l'Examen d'État ont réussi à atteindre des zones longtemps fragilisées comme Beni, Rutshuru, Goma ou encore certaines localités du Sud-Kivu. Depuis plusieurs semaines, la rumeur enflait : entre l'administration parallèle instaurée dans certaines entités sous contrôle de groupes armés et la fermeture inattendue de l'aéroport international de Goma voie la plus rapide pour acheminer la logistique liée à l'Examen d'État beaucoup craignaient que les finalistes soient privés de leur session 2025.

Pourtant, contre vents et marées, la logistique a tenu bon. Pour Jonas XX, coordonnateur local du Réseau des jeunes pour l'éducation citoyenne à Goma : « L'arrivée de ces malles contenant les copies de l'Examen d'État prouve que l'éducation reste une priorité, même au cœur des crises. Après tant de rumeurs, c'est un message d'espoir pour les jeunes finalistes, même dans les zones sous contrôle du M23. Nous remercions tous les acteurs qui se sont impliqués. »

Irène XX, enseignante à Rutshuru et membre du Syndicat national des enseignants du Nord-Kivu, confirme le soulagement : « La livraison de ces malles apaise les craintes des enseignants qui redoutaient un report ou une annulation pure et simple. Malgré l'insécurité, malgré les routes coupées et l'aéroport fermé, nous avons reçu ces copies. C'est une victoire pour l'école congolaise. Nous restons mobilisés pour encadrer nos élèves jusqu'au dernier jour. »

Du côté des familles, la confiance renaît aussi. Blaise XX, président du comité de parent de l'un des écoles de témoigne : « Recevoir ces malles à Beni-Mavivi est un immense soulagement pour nous, parents. Beaucoup doutaient que nos enfants puissent passer leurs épreuves cette année. Aujourd'hui, nous voyons que l'État a tenu parole, malgré les menaces et les blocages. Nous saluons aussi le soutien de l'UNICEF. Nos enfants ont droit à un avenir, malgré tout. »

Au-delà des routes impraticables, des rumeurs de sabotage ou des menaces d'enlèvement, chaque malle arrivée à destination reste une promesse : celle que, même au milieu des balles et des blocages, l'éducation tient bon, et derrière chaque copie d'examen, un rêve d'avenir continue de grandir.



Action for Peace and liberty

Website: www.apliberty.org

E-Mail: aplrdc@gmail.com

+1 (587) 894 9969

Adresse : RDC, SUD-KIVU, BUKAVU